



AFFICHÉ L'EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

22 NOV. 2022

Le Maire,

N°2022-07-02

DEL. 22.11.21. 764

OBJET : SÉANCE ORDINAIRE DU 14 NOVEMBRE 2022**PRÉSIDENT** : Xavier PINTAT, Maire**ÉTAIENT PRÉSENTS** : Evelyne MOULIN, Daniel MILLIET, Marie-Dominique DUBOURG, Ghyslaine CUNY, Agnès BERGE, Jean-Michel BERGES, Sylvie BERTHELEMY, Danielle BERTHOMIER, Hervé BLANC, Joly DESCROIX, Jean-Luc DIEU, Élodie MARTIN, Bernard PASQUET, Bruce QUERMENT, Catherine THOMPSON,**EXCUSÉS** : Bernard LOMBRAIL, Thierry DUBOUILH, Chantal LESCORCE, Claude MARTIN, Jacques BIBES, Manuela LIEUTEAU-SANCHEZ, ayant donné pouvoir respectivement à Xavier PINTAT, Evelyne MOULIN, Daniel MILLIET, Marie-Dominique DUBOURG, Ghyslaine CUNY, Agnès BERGE,**EXCUSÉ** : Vincent RAYNAUD,**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Danielle BERTHOMIER,**MODIFICATION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME****Vu** le code général des collectivités territoriales,**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.151-1 à L.153-30, L.153-36 à L.153-44.**Vu** la délibération du 21 mai 2007 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), modifié le 28 juin 2010 ;**Vu** la délibération du 27 mars 2017 portant opposition au transfert à la Communauté de Communes Médoc Atlantique de la compétence en matière de plan local d'urbanisme ;**Vu** la délibération n°210408-189 du 29 mars 2021 portant prescription de la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer ;**Vu** la délibération n°210419-225 du 12 avril 2021 portant modification de l'objet de la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer par l'ajout d'un objet supplémentaire ;**Vu** la délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021 portant modification de l'objet de la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer par l'ajout de trois objets supplémentaires ;**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire,**CONSIDÉRANT** que la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer a actuellement pour objet :

- Le classement en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n° 11, située lieu-dit Les Cousteaux Sud conformément au jugement n° 1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020 (délibération n°210408-189 du 29 mars 2021) ;
- La réduction de l'emplacement réservé n° 19 situé sur les parcelles cadastrées section D n° 699 et 700, situées route des Lacs (délibération n°210419-225 du 12 avril 2021) ;
- Le déploiement de panneaux solaires et énergies renouvelables sur les zones UX, N, Nli et Ali (délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021) ;

- La mise en place d'ouvrages et d'aménagements de défense et de lutte contre l'érosion dunaire (délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021) ;
- La mise en place de travaux de confortement et d'entretien nécessaires sur la zone Nli depuis la rue de la Paix jusqu'à 200 mètres au Sud du Camping Sandaya (délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021).

CONSIDÉRANT que la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) a souligné la nécessité de soumettre à évaluation environnementale préalable les objets suivants :

- Le déploiement de panneaux solaires et énergies renouvelables sur les zones UX, N, Nli et Ali ;
- La mise en place d'ouvrages et d'aménagements de défense et de lutte contre l'érosion dunaire ;
- La mise en place de travaux de confortement et d'entretien nécessaires sur la zone Nli depuis la rue de la Paix jusqu'à 200 mètres au Sud du Camping Sandaya.

CONSIDÉRANT qu'afin de ne pas retarder les autres projets, et notamment l'exécution du jugement n° 1900483, il y a lieu de supprimer ces trois objets de la procédure de modification n° 2 en cours pour les intégrer à une procédure ultérieure,

CONSIDÉRANT cependant que la Commune souhaite ajouter à la modification n° 2 en cours la création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace Lorraine (cf. Plan en annexe) en vue de la réalisation d'une piscine municipale,

Le Conseil Municipal est par conséquent invité à décider :

ARTICLE 1 :

D'ABROGER la délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021 concernant le déploiement de panneaux solaires et énergies renouvelables sur les zones UX, N, Nli et Ali, la mise en place d'ouvrages et d'aménagements de défense et de lutte contre l'érosion dunaire et la mise en place de travaux de confortement et d'entretien nécessaires sur la zone Nli et par voie de conséquence de retirer ces trois objets de la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer.

ARTICLE 2 :

DE MODIFIER la délibération n°210408-189 du 29 mars 2021 en ajoutant à la procédure de modification n° 2 du P.L.U un nouvel objet concernant :

- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

ARTICLE 3 :

DE PRÉCISER que la procédure de modification n° 2 du P.L.U comporte désormais trois objets :

- Le classement en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n° 11, située lieu-dit Les Cousteaux Sud conformément au jugement n° 1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020 ;
- La réduction de l'emplacement réservé n° 19 situé sur les parcelles cadastrées section D n° 699 et 700, situées route des Lacs ;
- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

ARTICLE 4 :

DE DONNER autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaire à la procédure de modification du P.L.U.

ARTICLE 5 :

DE DIRE que les crédits destinés au financement des dépenses seront inscrits au budget de l'exercice, article 202, opération 276.

ARTICLE 6 :

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées visées aux articles L153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme :

- Au Sous-Préfet de Lesparre Médoc ;
- Au Président du Conseil Régional ;
- Au Président du Conseil Départemental ;
- Au représentant de la Chambre d'Agriculture ;
- Au représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- Au représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- À la Section Régionale Conchylicole ;
- Au Président du Parc Naturel Régional du Médoc ;
- Au Président d la Communauté de Communes Médoc Atlantique ;
- Au représentant de SNCF Réseau.

En application de l'article R113-1 du code de l'urbanisme, elle sera adressée pour information au centre national de la propriété forestière.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

D'ABROGER la délibération n° 210705-439 du 28 juin 2021 concernant le déploiement de panneaux solaires et énergies renouvelables sur les zones UX, N, Nli et Ali, la mise en place d'ouvrages et d'aménagements de défense et de lutte contre l'érosion dunaire et la mise en place de travaux de confortement et d'entretien nécessaires sur la zone Nli et par voie de conséquence de retirer ces trois objets de la modification n° 2 du P.L.U. de Soulac-sur-Mer.

ARTICLE 2 :

DE MODIFIER la délibération n°210408-189 du 29 mars 2021 en ajoutant à la procédure de modification n° 2 du P.L.U un nouvel objet concernant :

- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

ARTICLE 3 :

DE PRÉCISER que la procédure de modification n° 2 du P.L.U comporte désormais trois objets

- Le classement en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n° 11, située lieu-dit Les Cousteaux Sud conformément au jugement n° 1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020 ;
- La réduction de l'emplacement réservé n° 19 situé sur les parcelles cadastrées section D n° 699 et 700, situées route des Lacs ;
- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

ARTICLE 4 :

DE DONNER autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaire à la procédure de modification du P.L.U.

ARTICLE 5 :

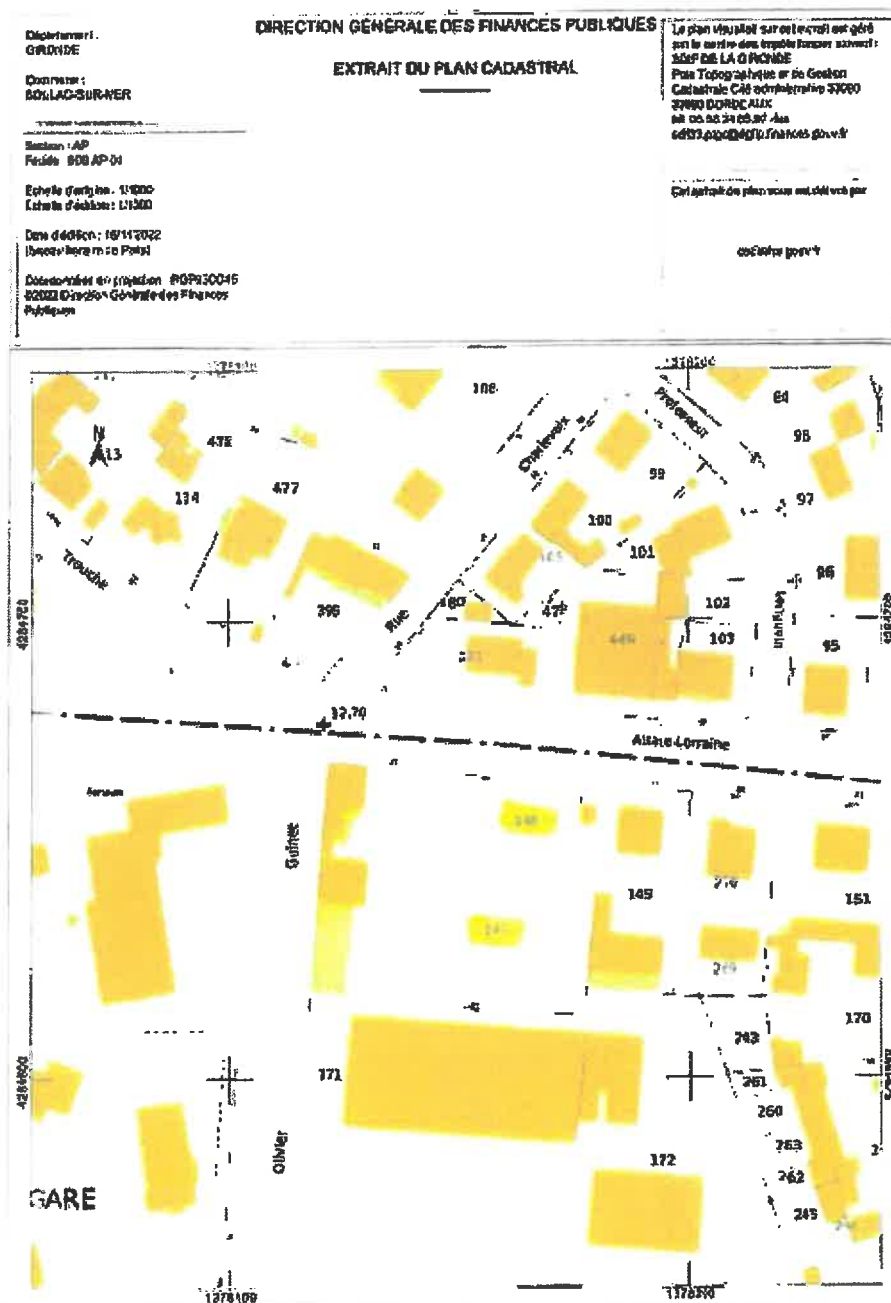
DE DIRE que les crédits destinés au financement des dépenses seront inscrits au budget de l'exercice, article 202, opération 276.

ARTICLE 6 :

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées visées aux articles L153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme :

- Au Sous-Préfet de Lesparre Médoc ;
- Au Président du Conseil Régional ;
- Au Président du Conseil Départemental ;
- Au représentant de la Chambre d'Agriculture ;
- Au représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- Au représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- À la Section Régionale Conchylicole ;
- Au Président du Parc Naturel Régional du Médoc ;
- Au Président d la Communauté de Communes Médoc Atlantique ;
- Au représentant de SNCF Réseau.

En application de l'article R113-1 du code de l'urbanisme, elle sera adressée pour information au centre national de la propriété forestière.



FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN CI-DESSUS
COPIE CERTIFIÉE CONFORME
FAIT À SOULAC-SUR-MER, LE 14 NOVEMBRE 2022



Xavier PIN AT
Maire de Souillac-sur-Mer
Membre honoraire du Parlement

Accusé de réception en préfecture
033-213305147-20221121-DEL-221121-764-DE
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

